

(1)
(N° 181)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 FÉVRIER 1923.

PROJETS DE LOI CRÉANT DE NOUVELLES RESSOURCES FISCALES ⁽¹⁾.

RAPPORT

SUR L'ENSEMBLE DE CES PROJETS DE LOI FAIT,
AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DES FINANCES, DES BUDGETS
ET DES ÉCONOMIES ⁽²⁾, PAR M. **MECHELYNCK**.

MESSIEURS,

Les projets de Budgets pour l'exercice 1923 prévoient ⁽³⁾ :

En dépenses	fr. 8,337,021,649 83
En recettes	5,942,079,740 »
Soit un excédent des dépenses	fr. 2,394,941,409 83

En écartant les sommes à payer par l'Allemagne inscrites
parmi les prévisions des recettes pour fr. 1,639,860,000 »

L'excédent des dépenses de l'exercice 1923 devient . fr. 4,034,801,409 83
et dépasse quatre milliards.

Effort fiscal de la Belgique. Conséquences budgétaires.

Le Gouvernement, conformément à ce qu'il avait annoncé dans l'Exposé
général ⁽⁴⁾, a saisi la Chambre de quatre projets de loi créant de nouvelles
ressources fiscales.

(1) Projets de loi, n°s 136, 137 et 138.

(2) Composition de la *Commission permanente* : MM. MECHELYNCK, président, HOUTART, HALLET, vice-présidents, CARLIER, DAVID, secrétaires, BOLOGNE, COUSOT, DE BRUYNE (Augustin), DONNAY, OZERAY, PUSSEMIER, SAP, SOUDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE et WAUWERMANS.

(3) Exposé général du Budget de 1923. Doc., n° 4, p. 28.

(4) Exposé général, p. 49.

L'effort de la Belgique, en vue de couvrir les charges du Budget par des ressources ordinaires, ne s'est pas arrêté depuis l'armistice; des lois nouvelles, se succédant sans cesse, ont élevé le produit des impôts directs et indirects, inscrits pour 349 millions au Budget de 1919, à 2 milliards 11 millions pour 1923 ⁽¹⁾.

Les ressources que les mesures proposées procureront au Trésor sont ainsi évaluées par M. le Premier Ministre, Ministre des Finances :

a) Taxe sur les automobiles, véhicules à vapeur ou à moteur	fr. 9,000,000 »
b) Impôts sur les revenus	100,000,000 »
c) Droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession	50,000,000 »
d) Régime fiscal des sucres, des glucoses et des tabacs, et impôt sur les allumettes ⁽²⁾	43,000,000 »
ENSEMBLE.	fr. 202,000,000 »

Ces 202 millions, lourds en eux-mêmes après les deux milliards d'impôts déjà perçus, paraissent insignifiants comparés aux 4 milliards, nécessaires pour couvrir l'excédent de dépenses du Budget de 1923.

Et cependant ils marquent, dans la consolidation des finances du pays, une étape nouvelle et importante :

Ils assurent l'équilibre entre les ressources ordinaires et les dépenses ordinaires du Budget, y compris les dépenses suites de la guerre que les traités de paix ont laissées à la charge de la Belgique.

L'excédent des dépenses, en dehors des dépenses d'outillage à couvrir normalement par l'emprunt, correspond aux avances faites par la Belgique à la décharge de l'Allemagne pour les réparations que le Traité de Versailles impose à celle-ci et qu'elle refuse de payer.

Réformes budgétaires.

Il eût été difficile, il y a deux ans, de s'en rendre compte.

Les difficultés qui ont suivi l'armistice, la multiplicité des dépenses réclamées par la reconstitution du pays, l'incertitude sur les réparations que les traités de paix devaient mettre à la charge de l'ennemi avaient jeté la confusion dans les budgets.

(1) Voici les évaluations budgétaires :

1913.	317 millions.
1914.	349 id.
1920.	1,025 id.
1921.	1,551 id.
1922.	1,554 id.
1923.	2,011 id.

(2) Ce dernier projet a déjà été voté par les Chambres; il est devenu la loi du 6 février 1923, insérée au *Moniteur* du 7 février dernier.

Depuis 1924, le Gouvernement et la Commission des finances se sont efforcés d'y ramener la clarté; ils y ont introduit une classification nouvelle, conforme à la règle, essentielle en matière budgétaire, d'après laquelle la nature des dépenses détermine la nature des recettes destinées à les couvrir.

Les dépenses et recettes des régies, confondues dans les recettes et dépenses générales de l'État, en ont été séparées pour former des budgets spéciaux :

Régie des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones;

Régie du ravitaillement.

Le Budget des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix a été constitué; véritable compte courant entre l'Allemagne et la Belgique, il comprend, en dépenses, les sommes consacrées par la Belgique aux réparations mises à charge de l'Allemagne par le Traité de Versailles; en recettes, comme prévision, ce que la Belgique doit recevoir d'elle au cours de l'exercice, d'après les décisions de la Commission des Réparations.

En outre, en vue de conserver à ce Budget sa signification et d'écarter du Budget ordinaire des charges qui incombent à l'Allemagne, le Budget des dépenses recouvrables mentionne en dépenses et le Budget des Voies et Moyens porte en recettes, au chapitre des « Recettes compensatoires », une somme correspondant à la charge inscrite dans le Budget de la Dette publique pour la partie de la dette contractée en vue de régler les dépenses de réparation imposées à l'Allemagne par le Traité de Versailles et non couvertes par ses paiements.

Ces mesures ont dégagé les budgets ordinaires des éléments qui en modifiaient les résultats.

Examen des Budgets.

Un rapide examen des Budgets tels qu'il sont dressés aujourd'hui ⁽¹⁾ permet d'apprécier les conséquences budgétaires des projets d'impôts.

(1) Tableau récapitulatif des Budgets inséré dans l'Exposé général, p. 28 :

BUDGETS.	DÉPENSES.	RECETTES.	EXCÉDENT	
			des recettes.	des dépenses.
Budgets ordinaires . fr.	2,945,494,760 33	2,940,379,254 »	»	5,115,506 33
Budget extraordinaire .	623,540,373 »	4,304,000 »	»	619,236,373 »
Budget des régies :				
1 ^o Dépenses d'exploitation	4,390,288,263 50	4,341,004,924 »	»	49,283,339 50
2 ^o Dépenses extraordinaires	293,701,479 »	»	»	293,701,479 »
Budget du Ravitaillement	14,719,915 »	16,531,562 »	1,811,647 »	»
Budget des dépenses recouvrables	3,069,276,359 »	4,639,860,000 »	»	1,429,416,359 »
TOTAUX. . . fr.	8,337,021,449 83	8,942,079,740 »	1,811,647 »	2,396,753,056 83
EXCÉDENT DES DÉPENSES. . . fr.			2,394,941,409 83	

Budgets ordinaires. — Leur ensemble est convert par le Budget des Voies et Moyens, sauf un excédent de dépenses de fr. 5,115,506.93. Ce chiffre ne peut pas cependant être admis comme définitif; plus de 200 millions ont déjà été transférés en 1921 et 1922 de l'extraordinaire à l'ordinaire, mais le Budget extraordinaire comprend encore 189,652,622 francs de dépenses « suites de guerre » qui, presque toutes, ont pris un caractère permanent; elles devraient, ainsi que l'a fait observer M. le Ministre des Finances ⁽¹⁾, être transférées, tout au moins comme dépenses exceptionnelles, aux budgets ordinaires.

Le déficit des Budgets ordinaires, en y ajoutant les 190 millions de dépenses suites de la guerre, est inférieur aux 200 millions de recettes nouvelles proposées par le Gouvernement.

Budget extraordinaire. — Réduit aux seules dépenses d'outillage, il peut en principe être soldé au moyen de l'emprunt; les charges de cet emprunt n'absorberont pas l'augmentation de recettes que procurera au Trésor une application plus attentive des impôts existants ⁽²⁾.

Budgets des Régies. — Ils ne modifient pas ces résultats.

Le Budget du Ravitaillement, budget de liquidation, prévoit un excédent de recettes de 1,800,647 francs.

Le déficit du Budget des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes et Téléphones, évalué à 210,914,761 francs en 1922, réduit à fr. 49,283,339.30 dans les prévisions de 1923, disparaîtra au cours de l'exercice d'après la déclaration du Ministre des Chemins de fer au Sénat; les dépenses de premier établissement évaluées à 293,701,479 francs seront couvertes par un emprunt dont la charge est déjà inscrite par la Régie dans son Budget parmi les dépenses ordinaires de l'exercice.

Les Budgets ne comprennent pas encore les sommes destinées à régler la dette contractée pour le retrait des monnaies allemandes envers la Banque Nationale ni les prêts consentis par les Alliés, immédiatement après l'armistice, pour le ravitaillement du pays.

La Chambre est saisie d'un projet créant un fonds d'amortissement de la créance de la Banque Nationale. Les conventions récentes intervenues entre certains pays alliés pour le règlement des dettes de guerre permettent d'espérer une solution favorable pour le règlement de la dette belge, qui, quoique contractée au lendemain de l'armistice, a pour la Belgique, occupée pendant quatre ans, ruinée et dévastée, le véritable caractère d'une dette de guerre.

Il faudra, dans un temps prochain, rechercher les ressources pour régulariser ces deux points. Le pays les trouvera par une politique constante d'économie, par l'application vigilante des dispositions fiscales en vue d'assurer le rende-

(1) Exposé général, p. 48.

(2) Rapport de M. Houtart sur le Budget des Voies et Moyens de 1923, Doc., n° 48, p. 4.

ment complet des impôts votés et par la continuité de ses efforts vers sa reconstitution économique.

Mais un dernier budget, celui *des dépenses recouvrables en exécution des Traités de paix*, s'élève à 3,069,276,359 francs, dont 1 milliard pour le service de la Dette publique et 2 milliards pour les réparations; celles-ci exigeront encore 12 à 13 milliards au cours des prochains exercices ⁽¹⁾.

La Belgique, confiante dans les déclarations des Puissances alliées et associées si souvent répétées pendant la guerre, persuadée qu'elles lui assureraient une complète restauration, a consacré toute son énergie, immédiatement après sa libération, à relever les ruines systématiquement accumulées chez elle par l'ennemi.

Le Traité de Versailles, quelques mois plus tard, a limité les réparations dues par l'Allemagne; celles prévues par le Traité, seules, sont au Budget des dépenses recouvrables; et dès aujourd'hui les avances faites par la Belgique en attendant les paiements de l'Allemagne, exigent des crédits annuels s'élevant à 1 milliard, moitié du produit total des impôts directs et indirects; ces crédits vont croître d'année en année, au fur et à mesure de la liquidation des dommages de guerre, peut-être jusqu'à doubler le chiffre actuel et à égaler le produit total des impôts de 1923, évalué à 2 milliards.

« Renoncer à la part d'indemnité que lui accorde le Traité de Versailles, disait le Gouvernement dans l'Exposé général du Budget, — et votre Commission se rallie à sa déclaration, — est pour la Belgique meurtrie et ruinée une pure impossibilité; nous avons dû bâtir sur les paiements futurs de l'Allemagne, nous devons les obtenir » ⁽²⁾.

Votre Commission n'a pas à rechercher, au moment où le Gouvernement s'est engagé dans une politique active en vue d'obtenir l'exécution des traités, les moyens de suppléer à la carence allemande. La question est étrangère au cadre de ce rapport; il n'examine que les projets dont la Chambre est saisie; votre Commission croit avoir justifié l'importance qu'elle leur attribue.

Les nouveaux projets élèvent le produit des impôts directs et indirects, sans compter les taxes locales perçues au profit des communes et des provinces, à plus de 2 milliards 200 millions pour une population de 7 millions d'habitants.

Ils assurent l'équilibre entre les recettes et les dépenses des Budgets sauf pour l'un d'eux; les dépenses budgétaires non couvertes correspondent aux dépenses de Réparation dont le paiement est imposé par les Puissances alliées et associées dans le Traité de Versailles à l'Allemagne vaincue. Si à l'avenir des sacrifices nouveaux devaient être demandés au pays, ils seraient destinés uniquement à remplir les obligations de réparation auxquelles l'Allemagne se soustrait volontairement.

Le Président-Rapporteur,
A. MECHELYNCK.

⁽¹⁾ Exposé général, p. 47.

⁽²⁾ Exposé général, p. 49.

(6)

(N^o 181)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 FEBRUARI 1923.

WETSONTWERPEN TOT HEFFING VAN NIEUWE BELASTINGEN ⁽¹⁾.

VERSLAG

OVER DEZE GEZAMENLIJKE WETSONTWERPEN, NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN, DE BEGROOTINGEN EN DE BEZUINIGINGEN ⁽²⁾, UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **MECHELYNCK**.

MIJNE HEEREN,

1. — De Begrotingsontwerpen voor het dienstjaar 1923 voorzien ⁽³⁾ :

In uitgaven	fr.	8,337,021,649 83
In ontvangsten		5,942,079,740 »
Dus meer uitgaven	fr.	2,394,941,409 83
Laten wij de sommen weg, door Duitschland te betalen, ingeschreven bij de ontvangstramingen voor	fr.	1,639,860,000 »
dan gaan de meerdere uitgaven van het dienstjaar 1923 over de 4 milliard, namelijk	fr.	4,034,801,409 83

(1) Wetsontwerp, n^{os} 136, 137 en 138.

(2) Samenstelling van de *Bestendige Commissie* : de heeren MECHELYNCK, voorzitter, HALLET, HOUTART, ondervoorzitters, CARLIER, DAVID, secretarissen, BOLOGNE, COUSOT, DE BRUYNE (Aug.), DONNAY, OZERAY, PUSSEMIER, SAP, SOUDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE en WAUWERMANS.

(3) Algemeene Toelichting van de Begrooting van 1923. Doc. n^o 4, bl. 28.

Belastingkracht van België. Gevolgen, wat de begrootingen betreft.

Zooals zij in de Algemeene Toelichting ⁽¹⁾ aankondigde heeft de Regeering aan de Kamer vier wetsontwerpen voorgelegd tot het aanschaffen van nieuwe fiscale geldmiddelen.

De inspanning van België om de lasten van de Begrooting te dekken door gewone geldmiddelen heeft niet opgehouden sedert den wapenstilstand; nieuwe wetten hebben de eene na de andere de opbrengst van de rechtstreeksche en onrechtstreeksche belastingen, ingeschreven op de Begrooting van 1919 voor 349 miljoen frank, gebracht op 2 milliard 11 miljoen voor 1923 ⁽²⁾.

De geldmiddelen die de voorgestelde maatregelen aan de Schatkist zullen opleveren, worden door den Eersten Minister, Minister van Financiën, geschat als volgt :

a) Belasting op de automobielen, stoom- en motorrijtuigen	fr. 9,000,000 »
b) Belastingen op het inkomen	100,000,000 »
c) Zegel-, registratie-, griffie-, hypotheek- en successierechten	50,000,000 »
d) Fiscaal stelsel voor suiker, glycose en tabak, en belasting op de lucifers ⁽³⁾	43,000,000 »
TE ZAMEN.	fr. 202,000,000 »

Deze 202 miljoen, die op zich zelf reeds zwaar wegen na de 2 milliard belastingen, reeds geïnd, schijnen onbeduidend vergeleken bij de 4 milliard die er noodig zijn om het overschot der uitgaven van de Begrooting van 1923 te dekken.

En nochtans, Mijne Heeren, zijn zij op den weg der consolidatie onzer financiën een nieuwe en belangrijke stap vooruit.

Zij brengen het evenwicht tussen de gewone inkomsten en de gewone uitgaven

⁽¹⁾ Algemeene Toelichting, bl. 49.

⁽²⁾ Ziehier de begrootingsramingen :

1913	317 miljoen.
1914	349 id.
1920	1,025 id.
1921	1,551 id.
1922	1,554 id.
1923	2,011 id.

⁽³⁾ Dit ontwerp werd reeds door de Kamers aangenomen; het werd de wet van 6 Februari 1923, in het *Staatsblad* van 7 Februari l. l. verschenen.

van de begrooting, met inbegrip van de uitgaven voortvloeiende uit den oorlog die de vredetractaten ten laste van België hebben gelaten.

Het overschot der uitgaven, buiten de uitgaven van uitrusting normaal te dekken door leeningen, komt overeen met de voorschotten door België gedaan ter ontlasting van Duitschland voor het herstel dat het Verdrag van Versailles aan Duitschland oplegt en dat dit land weigert te betalen.

Begrotingshervormingen.

Twee jaar geleden zou het moeilijk geweest zijn zich daarvan rekenschap te geven.

De moeilijkheden volgend op den wapenstilstand, de vele uitgaven geëischt voor den heropbouw van het land, de onzekerheid over de schadeloosstelling die de vredetractaten ten laste legden van den vijand, hadden verwarring gebracht in de begrotingen.

Sedert 1921 hebben de Regeering en de Commissie voor de financiën getracht er klaarheid in te brengen; zij hebben eene nieuwe rangschikking ingevoerd, overeenkomstig met den in begrotingszaken hoofdzakelijken regel volgens denwelken de aard der uitgaven den aard der ontvangsten bestemd om ze te dekken bepaalt.

De uitgaven en de ontvangsten van de Staatsbedrijven vermengd in de algemeene ontvangsten en uitgaven van den Staat, werden er van gescheiden om bijzondere begrotingen te vormen :

De Regie van de spoorwegen, marine, posten, telegraphen en telefonen;

De Regie van de Bevoorrading.

De Begrooting der verhaalbare uitgaven, in tenuitvoerlegging van de Vredetractaten, werd opgemaakt; het is een echte loopende rekening tusschen Duitschland en België; het omvat in uitgaven de sommen door België gebruikt voor het herstel dat het Verdrag van Versailles ten laste van Duitschland legt, in ontvangsten, als raming, hetgeen België moet ontvangen van Duitschland in den loop van het jaar, volgens de beslissingen van de Commissie van herstel.

Bovendien, om aan deze Begrooting hare beteekenis niet te ontnemen, en van de gewone Begrooting de lasten af te nemen die op Duitschland vallen, vermeldt de Begrooting der verhaalbare uitgaven als uitgaven, en de Begrooting van 's Lands Middelen brengt in ontvangst, op het hoofdstuk der « Vergoedende ontvangsten », eene som overeenkomende met den last ingeschreven op de Begrooting der Openbare Schuld voor het gedeelte van de schuld aangegaan om de uitgaven van herstel te regelen die aan Duitschland zijn opgelegd door het Verdrag van Versailles en niet gedekt door Duitschlands betalingen.

Deze maatregelen hebben de gewone begrotingen ontdaan van de gegevens die er de uitslagen van wijzigden.

Onderzoek der Begrotingen.

Een vlug onderzoek van de begrotingen zooals zij tegenwoordig ⁽¹⁾ zijn opgemaakt, laat toe de uitslagen van de belastingontwerpen voor de begrotingen te beoordeelen.

a) *Gewone begrotingen.* — Deze worden, met uitzondering van eene som van fr. 5,115,506.93, gedekt door de Begrooting van 's Lands Middelen. Dit cijfer kan echter niet als definitief worden aangenomen. Meer dan 200 miljoen werden reeds in 1921 en 1922 van de buitengewone op de gewone begrooting overgebracht; doch de Buitengewone Begrooting bevat nog 189,652,622 frank uitgaven « die de gevolgen zijn van den oorlog » en schier alle bestendige uitgaven zijn geworden; zooals de Minister van Financiën ⁽²⁾ het deed opmerken, zouden deze uitgaven, ten minste als uitzonderlijke uitgaven, op de gewone begrotingen moeten overgebracht worden.

Het tekort van de gewone begrotingen met er bij de 190 miljoen uitgaven die de gevolgen zijn van den oorlog, staat beneden de 200 miljoen nieuwe ontvangsten welke door de Regeering zijn voorgesteld.

b) *Buitengewone begrooting.* — Beperkt tot de uitgaven van uitrusting, kan in beginsel deze begrooting door middel van de leening worden bestreden; de lasten van de leening zullen niet zooveel bedragen als de vermeerdering van ontvangsten welke eene meer nauwlettende toepassing der bestaande belastingen aan 's Rijks Schatkist verschaffen zal ⁽³⁾.

(1) Overzicht van de Begrotingen ingelascht in de Algemeene Toelichting, bl. 28.

BEGROTINGEN.	—	—	—	OVERSCHOT	
				van ontvangsten.	van uitgaven.
Gewone begrotingen . . .	fr.	2,945,494,760 33	2,940,379,254 »	»	5,115,506 33
Buitengewone begrooting . .		623,540,373 »	4,304,000 »	»	619,236,373 »
Begrooting der Staatsbedrijven:					
1 ^o Exploitatie-uitgaven . . .		1,390,288,263 50	1,341,004,924 »	»	49,283,339 50
2 ^o Buitengewone uitgaven . .		293,701,479 »	»	»	293,701,479 »
Begrooting der Bevoorrading .		14,719,915 »	16,531,562 »	1,811,647 »	»
Begrooting der verhaalbare uitgaven		3,069,276,359 »	1,639,860,000 »	»	1,429,416,359 »
TOTALEN . . . fr.		8,337,021,149 83	5,942,079,740 »	1,811,647 »	2,396,753,056 83
MEER UITGAVEN. . . fr.				2,394,941,409 83	

(2) Algemeene toelichting, bl. 48.

(3) Verslag van den heer Houtart over de Begrooting van 's Lands Middelen 1923, Kamerstukken, n^o 45, bl. 4.

c) *Begrootingen der Staatsbedrijven.* — Deze uitslagen worden er niet door gewijzigd.

Op de Begrooting der bevoorrading, waarvan de vereffening aan den gang is, wordt een overschot van 1,800,647 frank voorzien.

Het tekort op de Begrooting van spoorwegen, zeewezen, posterijen, telegraphen en telephonen, dat in 1922 op 210,914,761 frank werd geraamd, in 1923 op fr. 49,283,339.30, zal, naar de verklaring van den Minister van Spoorwegen, tijdens den loop van het dienstjaar verdwijnen; de uitgaven van eerste oprichting geraamd op 293,701,479 frank zullen bestreden worden door eene leening waarvan de last reeds ingeschreven is onder de gewone uitgaven van het dienstjaar, op de Begrooting der Staatsbedrijven.

De nieuwe belastingen verzekeren ruimschoots het evenwicht der begrotingen welke deze eerste groep uitmaken, zooals zij voor 1923 zijn voorgesteld.

Buiten de Begrotingen blijft nog te regelen de schuld, voortgesproten uit de inwisseling der Deutsche munt, aan de Nationale Bank, alsmede de leeningen ons door de geallieerden onmiddellijk na den wapenstilstand voor 's lands bevoorrading verleend.

Bij de Kamer werd een ontwerp ingediend tot aflossing van de schuldvordering der Nationale Bank. De overeenkomsten onlangs tusschen sommige geallieerde landen gesloten tot regeling der oorlogsschuld laat ons eene gunstige regeling der Belgische schuld verhoppen, die, ofschoon bij het begin van den wapenstilstand gesloten, toch voor België, dat gedurende vier jaren bezetting verwoest werd en vernield, feitelijk als eene oorlogsschuld mag aangezien worden.

Men zal binnen afzienbaren tijd de geldmiddelen moeten vinden om deze twee punten te regelen. Door eene doorlopende politiek van bezuiniging, door eene waakzame toepassing van de fiscale wetten waardoor de aangenomen belastingen hunne volle opbrengst zullen afwerpen, door een onverdroten streven naar zijn economisch herstel, zal het land die middelen vinden.

Maar een laatste begroting, deze van de *verhaalbare uitgaven in uitvoering van de Vredetractaten*, bedraagt 3,069,276,359 frank, waarvan 1 milliard voor den Dienst van de Openbare Schuld en 2 milliard voor de herstellingen; deze zullen nog 12 tot 13 milliard vergen in den loop van de volgende dienstjaren ⁽¹⁾.

België, vertrouwend in de zoo dikwijls herhaalde verklaringen van de geallieerde en geassocieerde Mogendheden, overtuigd dat het door deze op volledig herstel mocht rekenen, heeft na de bevrijding al zijn werkkraacht ingespannen om weer op te rijzen uit de puinen die stelselmatig door den vijand in het land waren opgehoopt.

Eenige maanden later heeft het Verdrag van Versailles de herstelverplichtingen van Duitschland beperkt; deze alleen staan op de Begrooting der verhaalbare uitgaven; nu reeds eischen de voorschotten, door België gedaan in afwachting der Deutsche betalingen, jaarlijksche credieten tot een bedrag van 1 milliard, dus

(1) Algemeene toelichting, bladz. 47.

de helft van de geheele opbrengst der rechtstreeksche en onrechtstreeksche belastingen; deze credieten zullen van jaar tot jaar stijgen, misschien zelfs tot het dubbele van het tegenwoordig cijfer en gelijk zijn aan het geheele bedrag der belastingen van 1923, geschat op 2 milliard.

In de Algemeene Toelichting van de Begrooting zei de Regeering : « Het zoo deerlijk gehavend en verarmd België kan onmogelijk afzien van het aandeel in de vergoedingen dat hem door het Verdrag van Versailles toegekend wordt; wij hebben moeten steunen op de toekomstige betalingen van Duitschland, wij moeten die bekomen » (1). Uwe Commissie sluit zich aan bij die verklaringen.

Op het oogenblik dat de Regeering den weg is opgegaan eener daadwerkelijke politiek tot het bekomen der uitvoering van de tractaten, moet uwe Commissie naar geene middelen zoeken om het in gebreke blijven van Duitschland aan te vullen. Dit vraagstuk behoort niet bij dit verslag; het heeft enkel onderzocht de ontwerpen die aan de Kamer zijn voorgelegd.

Uwe Commissie meent de belangrijkheid, die zij er aan hecht, te hebben bewezen.

De nieuwe belastingen brengen de opbrengst van de rechtstreeksche en onrechtstreeksche belastingen, ongerekend de plaatselijke belastingen geheven ten voordeele van de gemeenten en de provinciën, op meer dan 2 milliard 200 miljoen, voor eene bevolking van 7 miljoen inwoners.

Zij brengen het evenwicht tusschen de ontvangsten en uitgaven van de begrotingen, behalve voor eene van deze; de niet gedekte begrootingsuitgaven komen overeen met de uitgaven van Herstel waarvan de betaling door de geallieerde en geassocieerde Mogendheden in het Verdrag van Versailles aan het overwonnen Duitschland is opgelegd. Indien, in de toekomst, nieuwe offers aan het land moeten gevraagd worden, zouden zij enkel bestemd zijn om de verplichtingen tot herstel, waaraan Duitschland zich opzettelijk onttrekt, na te komen.

De Voorzitter-Verslaggever,

A. MECHELYNCK.

(1) Algemeene Toelichting, n^o 49.